

Article prophétique écrit au lendemain de l'élection de Macron

LA PRÉSIDENTENCE MACRON ET LE PROJET EUROPÉISTE

Article écrit le 20 mai 2017 par Youssef Hindi

L'élection d'Emmanuel Macron – derrière qui se sont agrégées toutes les forces du mondialisme¹, à savoir la finance, la maçonnerie et le lobby « gay » – donne toutes les raisons objectives de désespérer en la renaissance de la France tant la situation est catastrophique et les perspectives d'avenir funestes.

Désespérer politiquement, c'est bien ce que veulent les tenants de l'oligarchie et leurs représentants en France allant de Jacques Attali – dont le travail vise à la dissolution de la nation française au profit d'un futur gouvernement européen et mondial – à Eric Zemmour² – dont le rôle est de contribuer à l'éclatement du pays par la guerre civile dans le cadre du projet attalien, le tout masqué par un discours ou plutôt un vernis bonapartiste et souverainiste pour tromper les nombreux naïfs de droite. Néanmoins, si l'on se hisse à un degré suffisamment élevé d'analyse l'on peut apercevoir à l'horizon une ouverture historique.

La présidence Macron et l'accélération du projet européiste

Le soir de sa victoire, Emmanuel Macron a donné son discours à la suite de l'hymne de l'Union européenne (et non de l'Europe), « *L'Ode à la joie* » de Ludwig van Beethoven.

Mais Macron l'avait annoncé, son mandat sera celui de l'intégration finale à l'Union européenne³ avec, entre autres choses, la création d'un ministère européen de l'économie dans le cadre d'un gouvernement européen en gestation depuis des années mais mis en pause par le très fainéant François Hollande.

C'est aussi en vue de la dissolution terminale de l'Etat français dans l'Union européenne que Macron va détruire le code du travail et augmenter les charges sociales qui accableront plus encore les Français ; l'objectif étant d'aligner préalablement et strictement la France sur les normes ultra-libérales pour faciliter l'intégration terminale.

Comme l'a opportunément rappelé le politologue Pierre Hillard dans un discours récent, Emmanuel Macron, comme François Hollande avant lui, a été recruté par la Fondation franco-américaine (*French-American Foundation*)⁴. Fondation américaine chargée de repérer et de coopter les futurs dirigeants français qui maintiendront la France sous la domination étasunienne. L'Union européenne n'étant qu'une construction américaine pour étendre son hégémonie sur le Continent européen. C'est ce que le grand reporter du journal britannique Daily Telegraph, Ambrose Evans-Pritchard, rapporte dans un article du 19 septembre 2000⁵ où il

révèle des informations tirées d'un document déclassifié du gouvernement américain, prouvant ainsi que c'est la CIA qui a, dans les années cinquante et soixante, fondé et dirigé le mouvement fédéraliste européen. Le grand reporter britannique explique que :

« *L'Amérique travaillait avec acharnement à pousser la Grande-Bretagne à s'intégrer à un Etat européen. Un mémorandum daté du 26 juillet 1950, donne des instructions pour une campagne visant à promouvoir un véritable parlement européen. Il est signé du Général William J. Donovan, chef du bureau américain des services stratégiques en temps de guerre (OSS), l'ancêtre de la CIA. Le principal levier de Washington sur l'ordre du jour européen était le Comité Américain pour une Europe Unie (ACUE : American Committee on United Europe) créé en 1948. Donovan, qui se présentait alors comme un avocat en droit privé, en était le président. Le vice-président, Allen Dulles, était le directeur de la CIA pendant les années 1950. Le comité comptait parmi ses membres Walter Bedell Smith, le premier directeur de la CIA, ainsi que d'anciennes personnalités et des responsables de l'OSS qui travaillait par intermittence pour la CIA. Les documents montre que l'ACUE a financé le Mouvement européen, l'organisation fédéraliste la plus importante d'après-guerre. En 1958, par exemple, l'ACUE a assuré 53,5% du financement du mouvement.* », et il poursuit avec des informations tout particulièrement intéressantes à propos du financement d'hommes politiques européens plus ou moins connus et présentés au grand public comme les architectes de l'Union européenne : « *L'European Youth Campaign, une branche du Mouvement européen, était entièrement financée et contrôlée par Washington. Son directeur belge, le Baron Boel, recevait des versements mensuels sur un compte spécial. Lorsqu'il était à la tête du Mouvement européen, Joseph Retinger, d'origine polonaise, avait essayé de mettre un frein à une telle mainmise et de lever des fonds en Europe ; il fut rapidement réprimandé. Les dirigeants du Mouvement européen – Retinger, le visionnaire Robert Schuman et l'ancien premier ministre belge, Paul-Henri Spaak – étaient tous traités comme des employés par leurs parrains américains. Le rôle des Etats-Unis fut tenu secret. L'argent de l'ACUE provenait des fondations Ford et Rockefeller, ainsi que de milieux d'affaire ayant des liens étroits avec le gouvernement américain.* » Les Américains n'ont pas seulement fondé et financé ce qui deviendra l'Union européenne mais sont aussi à l'origine de la création de l'Euro ; ainsi Ambrose Evans-Pritchard rapporte qu'une note émanant de la Direction Europe, datée du 11 juin 1965, conseille au vice-président de la Communauté Économique Européenne, Robert Marjolin, de poursuivre de façon subreptice l'objectif d'une union monétaire. Elle recommande d'empêcher tout débat jusqu'au moment où « *l'adoption de telles propositions serait devenue pratiquement inévitable* ».

La finalité de ce projet de construction européenne est de neutraliser politiquement le Continent, empêcher toute politique indépendante, tant sur le plan intérieur que dans celui de la politique extérieure, et ainsi placer l'Europe sous la tutelle américaine. D'ailleurs, l'OTAN qui est le pendant militaire et géopolitique de l'Union européenne, a pour utilité de faire mener aux pays d'Europe et à leurs frais, les guerres impériales étasuniennes et notamment d'appliquer la politique de *containment* à l'encontre de la Russie. Une politique extrêmement dangereuse qui aura pour conséquence de faire du territoire européen un champs de bataille dans une guerre opposant l'OTAN et l'Armée russe.

De même, la création de l'Euro avait pour but et effet d'affaiblir, voire de détruire économiquement l'Europe, en favorisant l'économie allemande – augmentation spectaculaire des exportations allemandes dès l'instauration de l'Euro en 2002, du fait que l'Euro soit une monnaie à la taille de l'économie allemande et la zone euro, de fait, un marché libre à concurrence déloyale où l'industrie allemande, surajoutée au système de libre-échange globale, a accélérée la destruction des industries européennes, en particulier celles de la France et de l'Italie – au détriment de celle de ses voisins (la courbe des exportations françaises chute vertigineusement à partir de 2002)⁶.

Les preuves et les éléments mettant en évidence l'application de cette vaste stratégie américaine de domination de l'Europe ne manquent pas. En 1997, dans son livre *Le grand échiquier* – où il traçait avec précision les lignes de la stratégie de domination américaine –, le très influent géopolitologue américain Zbigniew Brzezinski, écrivait :

« *Le problème central pour l'Amérique est de bâtir une Europe fondée sur les relations franco-allemandes,*

viaible, liée aux Etats-Unis et qui élargisse le système international de coopération démocratique dont dépend l'exercice de l'hégémonie globale de l'Amérique. On le voit, la question ne saurait se résumer à choisir la France et l'Allemagne. Sans l'un ou l'autre de ces deux acteurs, l'Europe n'existera pas. Trois grandes conclusions émergent de ce qui précède.

1. Le soutien américain au projet européen est nécessaire (ce qui explique le déplacement de Barak Obama en Grande-Bretagne durant la campagne sur le Brexit. À cette occasion le président des États-Unis a menacé le Royaume-Uni de représailles commerciales en cas de sortie de l'Union européenne, remettant en question le partenariat du Royaume-Uni dans le système de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne dans le cadre du traité transatlantique).

2. A court terme, il est justifié de s'opposer tactiquement aux positions françaises et de soutenir le « leadership » allemand.

3. Indépendamment l'une de l'autre, la France et l'Allemagne ne sont assez fortes ni pour construire l'Europe selon leurs vues propres, ni pour lever les ambiguïtés inhérentes à la définition des limites de l'Europe, cause de tensions avec la Russie. Cela exige une implication énergique et déterminée de l'Amérique pour aider à la définition de ces limites, en particulier avec les Allemands, et pour régler des problèmes sensibles, surtout pour la Russie, tels que le statut souhaitable dans le système européen des républiques baltes et de l'Ukraine »[7](#)

La position agressive des dirigeants européens contre la Russie dans l'affaire ukrainienne est révélatrice de la stratégie géopolitique américaine et de l'instrumentation de l'Union européenne et de l'OTAN pour étendre son hégémonie ; ce que Brzezinski ne cachait pas lorsqu'il préconisait de sortir l'Ukraine de la sphère d'influence géopolitique russe afin de l'affaiblir :

« L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'Etat Russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasiatique devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. »[8](#)

Il n'est donc pas étonnant d'entendre Emmanuel Macron affirmer qu'il faut mener une politique ferme vis-à-vis de la Russie et des frappes contre la Syrie.

Le chaos économique et social, une stratégie européiste ?

La brutalité de la politique de Macron pourrait entraîner une cassure du tissu social français, amener au point de rupture ce que le géographe Christophe Guilluy appelle « la France périphérique » ; celle qui subit de plein fouet la globalisation économique et qui représente 60% de la population française. Guilluy lui-même parle d'une future explosion de cette France périphérique[9](#) qui est majoritaire.

L'explosion de la France périphérique sera la conséquence des réformes économiques et sociales brutales de Macron. Dans le meilleur des scénarios, cette explosion précipiterait la fin de son mandat et conduirait à un affaiblissement voire un effondrement du régime. Et ce serait, par suite, la mise à mort de l'Union européenne dont les institutions sont déjà en crise.

Mais comme je l'expliquais dans un article du 26 juin 2016 consacré au Brexit[10](#), ce chaos pourrait tout aussi bien être le moyen pour l'oligarchie d'opérer le transfert totale et définitif de la souveraineté de la France vers le politburo de Bruxelles. Il s'agit là du fameux concept de Karl Marx, le « saut qualitatif » menant à un « changement qualitatif » de paradigme ; une redéfinition matérialiste d'une conception historique qu'il a emprunté, consciemment ou non, au messianisme juif[11](#), et qui a été actualisée dans les années 2000 par le néoconservateur juif américain Michael Ledeen sous la forme de ce qu'il appelle le « *chaos constructif* ».

Une ouverture de l'Histoire, une opportunité historique va donc très certainement se présenter, mais au regard de la vacuité idéologique et programmatique, de la division et du noyautage des mouvements souverainistes en France comme en Europe (qui existent à droite mais aussi à gauche) dont le rôle est de neutraliser toute une partie de la population, il est à parier qu'ils se laisseront dépasser par les événements. Dans ce contexte

où tout pourra basculer d'un côté ou de l'autre, un *deus ex machina* surgissant dans l'histoire de France pour la rediriger vers son destin semble être le seul et maigre espoir.
Mais pour l'heure, c'est à la minorité qui s'efforce de préparer le terrain culturel à qui il revient de rendre possible, dans un futur pas si éloigné, le renouveau politique et l'émergence d'un homme ou d'un groupe d'hommes providentiel.

Youssef Hindi
20 mai 2017